



Une candidate rwandaise de plus en plus harcelée

Victoire Ingabire

Candidate de l'opposition à l'élection présidentielle rwandaise

Opposante rwandaise, Victoire Ingabire découvre peu à peu ce qu'il en coûte d'affronter un pouvoir monolithique et autoritaire. Empêchée mardi soir de prendre l'avion, alors qu'elle souhaitait se rendre aux Pays-Bas, la candidate – non encore agréée – à l'élection présidentielle rwandaise d'août prochain a appris à cette occasion qu'elle était convoquée hier matin par la police.

Son souhait de prendre l'avion a été présenté par les médias rwandais, contrôlés par le pouvoir, comme une « tentative de fuite ». « Cela confirme ce qui a déjà été constaté. Cette femme ne pense pas qu'elle doive se plier aux lois de ce pays », a déclaré le ministre des affaires étrangères et porte-

parole du gouvernement, Louise Mushikiwabo.

Âgée de 41 ans, mère de trois enfants, Victoire Ingabire est la présidente des Forces démocratiques unifiées (FDU), la principale coalition d'opposition rwandaise. Elle se trouvait aux Pays-Bas lorsque, le 6 avril 1994, l'avion transportant le président Juvénal Habyarimana a été abattu, ce qui marqua le début du génocide des Tutsis.

Ce génocide, qui aurait fait 800 000 morts selon l'ONU, Victoire Ingabire ne le nie pas. Mais elle souhaite que soient reconnus « les Hutus qui furent victimes de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre » commis par le Front patriotique rwandais (FPR), l'ancienne rébellion armée aujourd'hui au pouvoir, dont son propre frère. Or, toute référence aux ethnies est bannie par le FPR, qui a bloqué la plupart des tentatives d'enquêtes judiciaires,

nationales comme internationales, sur les crimes commis par ses membres.

Essentiellement animées depuis l'Europe, où résident de nombreux exilés, notamment hutus, les FDU tentent, à l'occasion des prochaines élections, de remettre un pied au Rwanda. Mais le FPR, à dominante tutsie, du président Paul Kagame, au pouvoir depuis 1994, ne l'entend pas ainsi. Depuis son retour au pays le 16 janvier, Victoire Ingabire

Agressée le 3 février sous les yeux d'une police impassible.

fait l'objet de ce que Human Rights Watch a qualifié de « graves actes d'intimidation commis par des personnes et institutions proches du gouvernement et du parti au pouvoir ». Le 3 février, cette économiste de formation a été agressée et un de ses assistants passé à tabac sous les yeux d'une police impassible (*lire La Croix du 5 février*).

Victoire Ingabire a été plusieurs fois auditionnée pour « activités politiques illégales, idéologie génocidaire et intelligence avec les Forces démocratiques de libération du Rwanda » (FDLR), un groupe rebelle basé en République démocratique du Congo. Groupe avec lequel elle nie tout lien, en dehors du fait qu'il participa, comme les FDU et le FPR, à l'amorce de dialogue interrwandais, en 2006.

Récemment, les FDLR et Victoire Ingabire furent accusées par les médias d'État d'être derrière deux attaques à la grenade ayant fait deux morts et plus de vingt blessés en février et mars. Mais, depuis, l'enquête a désigné deux anciens barons du FPR, respectivement ancien chef d'état-major et ancien chef des services de renseignement. Un signe supplémentaire des divisions régnant au sein du FPR, au point de fragiliser le régime.